

Alice au pays des merveilles dans le monde juridique

Vincent Caron

Volume 47, numéro 2, 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1042929ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1042929ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Wilson & Lafleur, inc.

ISSN

0035-3086 (imprimé)

2292-2512 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Caron, V. (2017). Alice au pays des merveilles dans le monde juridique. *Revue générale de droit*, 47(2), 433–458. <https://doi.org/10.7202/1042929ar>

Résumé de l'article

L'article démontre comment les deux romans de Lewis Carroll, Les aventures d'Alice au pays des merveilles (Alice's Adventures in Wonderland) et De l'autre côté du miroir (Through the Looking-Glass, and What Alice Found There), sillonnent la jurisprudence canadienne, et il s'interroge sur les raisons de ce phénomène également observable dans la jurisprudence australienne, britannique, américaine et sud-africaine.

Alice au pays des merveilles dans le monde juridique

VINCENT CARON*

RÉSUMÉ

L'article démontre comment les deux romans de Lewis Carroll, Les aventures d'Alice au pays des merveilles (Alice's Adventures in Wonderland) et De l'autre côté du miroir (Through the Looking-Glass, and What Alice Found There), sillonnent la jurisprudence canadienne, et il s'interroge sur les raisons de ce phénomène également observable dans la jurisprudence australienne, britannique, américaine et sud-africaine.

MOTS-CLÉS :

Rhétorique, droit et littérature, culture populaire, interprétation, justice naturelle.

ABSTRACT

The paper demonstrates how Lewis Carroll's two novels (Alice's Adventures in Wonderland and Through the Looking-Glass, and What Alice Found There) are present in Canadian jurisprudence, and it questions the reasons for this phenomenon, which is equally observable in Australian, British, American and South African jurisprudence.

KEY-WORDS:

Rhetoric, law and literature, popular culture, interpretation, natural justice.

* Professeur adjoint à la Faculté de droit (Section de droit civil) de l'Université d'Ottawa. L'auteur tient à remercier les évaluateurs de ce texte ainsi que M. Thomas Perrino, étudiant à la maîtrise en droit.

SOMMAIRE

Introduction.....	434
I. Portrait du phénomène	435
II. Explications spéculatives	441
A. Polyvalence de l'œuvre	443
B. Deux aspects particuliers de l'œuvre : interprétation et justice naturelle.....	447
1. Interprétation juridique	447
2. Justice naturelle	450
Conclusion	457

INTRODUCTION

À la question de l'association étudiante : « Quel ouvrage suggérez-vous de lire aux apprentis juristes? », j'ai spontanément répondu : celui de Benoît Frydman, intitulé *Le sens des lois*, lequel a fondamentalement structuré ma pensée juridique. J'ai, par la suite, eu un doute. Se pourrait-il que l'œuvre la plus utile au juriste ne soit pas juridique? Quelle serait, dans ce cas, cette œuvre? La Bible? Les fables d'Ésope ou de Jean de La Fontaine¹? Les contes des frères Grimm? *Romeo and Juliette* de William Shakespeare² ou *Bleak House* de Charles Dickens³? Ces œuvres ont certes marqué l'imaginaire judiciaire, mais pas autant que les deux romans de Lewis Carroll, *Les aventures d'Alice au pays des merveilles* (*Alice's Adventures in Wonderland*) et *De l'autre côté du miroir* (*Through the Looking-Glass, and What Alice Found There*)⁴. Il importe de préciser que le présent article ne s'intéresse pas au droit dans la littérature. En effet, la conception du droit dans le pays des merveilles a déjà été analysée à plusieurs reprises et à l'aide de différentes approches⁵. Au contraire, il s'agit plutôt de réfléchir à la présence de la littérature dans

1. *R v Ambrose*, 2000 ABCA 264; *Asphalte Desjardins inc c Commission des normes du travail*, 2013 QCCA 484.

2. *Dunsmuir c Nouveau-Brunswick*, 2008 CSC 9, [2008] 1 RCS 190.

3. *Jimenez v Romeo*, 2009 CanLII 68472 (ON SC); *Sheen v Sheen*, 2003 MBCA 93.

4. Parker B Potter Jr, « Wondering About Alice: Judicial References to *Alice in Wonderland* and *Through the Looking Glass* » (2006) 28:1 Whittier L Rev 175.

5. Catherine Siemann, « Curiouser and Curiouser: Law in the Alice Books » (2012) 24:3 L & Literature 430; Mary Liston, « The Rule of Law Through the Looking Glass » (2009) 21:1 L & Literature 42; Kristin Brandser, « Alice in Legal Wonderland: A Cross-Examination of Gender, Race, and Empire in Victorian Law and Literature » (2001) 24 Harv Women's LJ 221.

le droit et d'étudier son influence *sur* celui-ci. Pour ce faire, nous dresserons d'abord un portrait du phénomène (I), pour ensuite nous intéresser aux raisons de ce succès judiciaire (II).

Cette recherche, non exhaustive, du phénomène a été effectuée majoritairement à l'aide de banques de données accessibles gratuitement : CanLII, AustLII, BAILLI, SAFLII et NZLII. La recherche dans le droit américain a été faite dans une banque de données, accessible uniquement par abonnement. Initialement, la recherche s'intéressait avant tout au droit canadien. Des recherches, entreprises par simple curiosité, dans les droits australien, anglais, américain et sud-africain ont par la suite démontré que le phénomène n'a rien d'exclusif au droit canadien. En effet, il s'agit d'un point commun à ces cinq systèmes juridiques. Sauf indication contraire dans le texte, la jurisprudence citée est canadienne.

I. PORTRAIT DU PHÉNOMÈNE

La communauté juridique semble apprécier *Alice au pays des merveilles*. À titre d'exemple, à l'hiver 2017, la Faculté de droit de l'Université d'Alberta a présenté un spectacle de variétés, intitulé *Alice in Wonderland*, alors qu'en 2015, la Faculté de droit de l'Université Dalhousie a recréé le procès d'Alice. Au prétoire, les plaideurs, parfois volontairement, parfois involontairement, refont vivre l'univers du pays des merveilles⁶. À n'en pas douter, la doctrine affectionne tout particulièrement les romans de Lewis Carroll⁷. Les magistrats canadiens les

6. *Law Society of Alberta v Martin McDonald*, 2006 LSA 21; *R v Montague*, 2010 ONCA 141.

7. Voir notamment Barry E Adler, « Efficient Breach Theory Through the Looking Glass » (2008) 83:6 NYUL Rev 1679; O Chinnappa Reddy, *Humpty Dumpty with Alice in the Wonderland of Law*, Bloomington (Indiana), Xlibris Corporation, 2011; Rollie D A Thompson, « The Cheshire Cat, or Just His Smile? Evidence Law in Child Protection » (2003) 21 Can Fam LQ 319; Thomas G Heintzman et Brandon Kain, « Through the Looking Glass: Recent Developments in Piercing the Corporate Veil » (2013) 28:3 BFLR 525; Vaughan Black et David Cheifetz, « Through the Looking Glass, Darkly: Resurice Corp v Hanke » (2007) 45:1 Alta L Rev 241; Andrew Paizes, « Intoxication Through the Looking-Glass » (1988) 105 SALJ 776; Joshua E Rosenkranz, « The Pollution Exclusion Clause Through the Looking Glass » (1986) 74 Geo LJ 1237; Yoine Goldstein, « The Quebec Law of Privileges or Alice in Wonderland Revisited » (1976) 22 Can Bankruptcy Reports (New Series) 1; Mary Lou Dickie, « Through the Looking Glass—Ethical Responsibilities of the Crown in Resolution Discussions in Ontario » (2005) 50:1–2 Crim LQ 128; Mary Ann Waldron, « Sections 6 and 7 of the *Canada Interest Act*: Curiouser and Curiouser » (1984) 62 Can Bar Rev 146; Deborah K Lovett, « That Curious Curial Deference Just Gets Curiouser and Curiouser—*Canada (Director of Investigation and Research) v Southam Inc* » (1997) 55 Advocate (BC) 541; Felicity Robinson, « “No, No! Sentence First—Verdict Afterwards”: Freedom of the Press and Contempt by Publication in *Attorney General for the State of New South Wales v X* » (2001) 23:2 Sydney L Rev 261; LeRoy Pemell, « The

apprécient également puisque près de 200 décisions y réfèrent. Le même constat s'applique à la Cour suprême des États-Unis⁸ et à l'ensemble des tribunaux américains. L'affection pour le pays des merveilles est également palpable dans les décisions des tribunaux anglais⁹, australiens¹⁰ et sud-africains¹¹. Les références aux romans de Lewis Carroll se retrouvent ici et là dans les décisions. Un extrait est parfois cité en guise de préambule ou encore d'introduction¹², captant, dès le départ, l'attention du lecteur. Les allusions peuvent également être insérées discrètement dans les sous-titres¹³, mais la plupart du

Reign of the Queen of Hearts: The Declining Significance of the Presumption of Innocence—A Brief Commentary» (1989) 37 Clev St L Rev 393; Sophie Rigney, «“The Words Don't Fit You”: Recharacterisation of the Charges, Trial Fairness, and Katanga» (2014) 15:2 Melbourne J Int L 515; Mary Heath, «Police and Protest: Alice's Adventures at S 11—Reports on the World Economic Forum Protest “Through the Looking Glass”» (2000) 25:6 Alt LJ 301; Ronald I Cohen, «Comparative False Advertising Legislation: A Beginning» (1971) 4:1 Adel L Rev 69.

8. *Freeman v Bee Mach Co*, 63 S Ct 1146 (1943); *National Mut Ins Co of Dist of Col v Tidewater Transfer Co*, 69 S Ct 1173 (1949); *Olberding et al v Illinois Cent R Co, Inc*, 74 S Ct 83 (1953); *Welsh v United States*, 90 S Ct 1792 (1970); *Chardon v Fumero Soto*, 103 S Ct 2611 (1983); *United States v Winstar Corp*, 116 S Ct 2432 (1996); *Nelson v Adams USA, Inc*, 120 S Ct 1579 (2000); *PGA Tour, Inc v Martin*, 121 S Ct 1879 (2001); *Lopez v Gonzales*, 127 S Ct 625 (2006); *Coleman v Court of Appeals of Maryland*, 132 S Ct 1327 (2012); *Los Angeles (City of) v Patel*, 135 S Ct 2443 (2015).

9. *Third Chandris Shipping Corp v Unimarine SA*, [1979] 2 All ER 972 (CA); *Eagling v Gardner*, [1970] 2 All ER 838; *Liversidge v Anderson*, [1941] 3 All ER 338 à la p 361 (HL(Eng)); *Guys'N'Dolls Ltd v Sade Brothers Catering Ltd*, (1984) 1 EGLR 103.

10. *Melbourne City Investments Pty Ltd v UGL Limited (No 2)*, [2016] VSC 554 au para 37; *Clavel v Savage*, [2015] NSWCA 61 au para 7; *Kogarah Town Centre Pty Ltd v Valuer General (No 3)*, [2014] NSWLEC 1124 au para 95; *Adam Pty Ltd v Valuer General*, [2010] NSWLEC 1262 au para 24; *Neshausen v Minister for Immigration & Anor*, [2008] FMCA 1448 au para 15; *R v Fairbrother; ex parte A-G (Qld)*, [2005] QCA 105 au para 20; *Tod v Brisbane City Council*, [2003] QPEC 55 au para 35; *Ng v R*, [2003] HCA 20; *James v Andrews*, [2001] NSWSC 1149 au para 24; *Yates v Boland*, [2000] FCA 1895 au para 25; *Dunn v Department of Education & Training*, [2000] NSWCC 11 au para 79; *Law Society of New South Wales v Hughes*, [1999] NSWADT 44 au para 182; *Lapham, Glen and Office of the Community Advocate*, [1998] ACTAAT 289 au para 9; *Australian Heritage Commission v Mount Isa Mines Ltd*, [1997] HCA 10; *Samuel Thomas Hardin and Comcare Australia*, [1997] AATA 107 au para 17; *Armao v Ladue Holdings Pty Ltd and Workcover Authority of NSW*, [1992] NSWCC 16.

11. *Southern Transvaal Buildings (Pty) Ltd v Johannesburg City Council* (1979), 1 SA 949 (W); *S v Krcjcir and Others*, [2014] ZAGPJHC 240; *Ilze Eichstadt Attorneys v Debt Rescue CC*, (36774/13) [2015] ZAGPPHC 262 au para 37; *Charlemagne Grandcourt and others v Christopher Gill*, [2012] SCCA 31 au para 5; *Johannesburg Housing Corporation (Pty) Ltd v Unlawful Occupiers of the Newtown Urban Village (GSJ)*, [2012] ZAGPJHC 230 au para 40.

12. *Levesque v Labelle*, 2012 ONSC 6372 au para 1 : «Some facts are “curiouser and curiouser.” We will get to the curiousness in a moment.»

13. *R v Duffy*, 2016 ONCJ 220, sous-titre «Peering through the looking glass» entre les para 1028–29.

temps, elles se trouvent dans l'analyse de la décision. À certaines occasions, elles en constituent la conclusion¹⁴.

L'ensemble des personnages mythiques de Lewis Carroll figure dans la jurisprudence : le lapin blanc¹⁵, Alice, *Cheshire cat*¹⁶, le Roi de cœur¹⁷, la Reine de cœur¹⁸, *Tweedledum* et *Tweedledee*¹⁹, le Moucheron²⁰, le Dodo²¹, la Duchesse²², le Lièvre de mars²³, le Chapelier fou²⁴, Walrus²⁵ ainsi qu'*Humpty Dumpty*²⁶. Ces insertions de la littérature fantastique

-
14. *H Paulin & Co Ltd c A Plus Freight Forwarder Co Ltd*, 2009 FC 727 au para 63 : Scanwell a vaillamment essayé de se libérer de ses propres stipulations. Bien que le personnage *Humpty Dumpty* puisse dire « quand moi j'emploie un mot [...] il veut dire exactement ce qu'il me plaît qu'il veuille dire — ni plus ni moins », Scanwell ne le peut pas. Cette dernière est liée à H Paulin par son assertion, à savoir que le fret avait été payé d'avance.

Mackay c Canada (PG), 2010 FC 856.

15. *Chieftain Sales (Lethbridge) Ltd (formerly Enerson Motors (1954) Ltd) v Minister of National Revenue* (1962), 30 Tax ABC 308 au para 20.

16. *Hugues v Cote and Cote* (1981), 35 NBR (2^e) 623 au para 5 (NB CA) : « *As in the case of a Cheshire cat, the longer one looks at them the less one sees* » ; *R v Yaran*, 2009 ABPC 31 au para 49 ; *Chamberlain v Surrey School District no 36*, 2000 BCCA 519 au para 63 [Chamberlain] ; *London Drugs Ltd v Red Deer (City of)*, 1988 ABCA 271 au para 55 ; *M Hasegawa & Co Ltd v The Pepsi Bottling Group (Canada) Co*, 2000 BCSC 1108 au para 4 ; *Capital Management Ltd v Grover*, 1977 CanLII 593 au para 13(AB QB). Voir aussi *Aetna Financial Services Ltd c Feigelman*, [1985] 1 RCS 2 au para 20.

17. *Zinck v Carleton Construction Ltd* (1979), 61 NSR (2^e) 1 au para 7 : « *Indeed, although the clauses are admittedly, or at least arguably, ambiguous, any other interpretation would be on a par with the platitudinous advice of the King of Hearts in Alice in Wonderland: "Begin at the beginning and go on til you come to the end; then stop"* ».

18. *R v GJM*, 1993 ABCA 59 au para 9 ; *Scandinavian Building Maintenance Ltd v National Automobile, Aerospace and Agricultural Implement Workers Union of Canada, Local 3000 (Bagri Grievance)*, [1995] BCCA No 604 au para 20 : « *It is abundantly clear that it was Ms Petersen's decision, in the fashion of the Queen of Hearts, to terminate the grievor* ».

19. *Nash v Nash*, [1975] 2 SCR 507 à la p 521 ; *Re Hobrecker Estate*, [1926] 1 DLR 655 ; *Paterson Timber Co v Canadian Pacific Lumber Co* (1909), 14 WLR 598 au para 16 (SC (BC)) :

As to the form judgment should take, whether in favour of the Company or of the Paterson firm with a declaration supplementing it that the benefit of the judgment should really accrue to the Company—I think the difference is that between Tweedledum and Tweedledee. I think there must be judgment in favour of the plaintiffs.

20. *Ratiopharm inc c Laboratoires Riva inc*, 2006 CF 889 au para 63 [Ratiopharm].

21. *Bajurny v College of Denturists of Ontario*, 2005 CanLII 2805, n 1 (ON SCDC) ; *MCP v RJP* (2003), 125 ACWS (3^e) 449 au para 39 ; *Bank of Montreal v Faibish*, 2014 ONSC 2178 au para 3 ; *Tuckett Tobacco Co v St Germain* (1939), [1940] 1 DLR 235 au para 13 (Can Ex Ct).

22. *ICBC v Hosseini*, 2003 BCSC 1875 au para 62.

23. *Kelowna Mountain Development Services Ltd v Central Okanagan (Regional District)*, 2014 BCSC 308 au para 33 ; *Re Michael Fraser* (1910), 16 OWR 959 à la p 960 (ON).

24. *R v Singh*, 2004 CanLII 27200 au para 1 (ON CS).

25. *Bremner v Bleakley* (1922), 52 OLR 124 à la p 126 (ON).

26. *Stroshin v Parksville (City of)*, 2010 BCSC 350 [Stroshin] ; *Brand Name Marketing v Rogers*, 2010 ONSC 2892 [Rogers] ; *Canada Safeway v Manitoba*, 2002 MBQB 59 [Manitoba].

dans le droit sont loin d'être un phénomène nouveau puisque, déjà en 1910, les tribunaux recouraient à ce procédé²⁷. À n'en pas douter, les magistrats apprécient ces allusions parfois introduites par les parties :

I must say to Mr Mik, and I regret his not being here today because I enjoyed immensely his argument and his allegory involving the March hare, because it prompted me as a continuing compass in this matter to return to Lewis Carroll and to recall where Alice upon meeting the Cheshire cat said, "Will you tell me please which way I ought to go from here?" To which the cat replied, "That depends a great deal on where you wish to get to" Alice replied, "I do not much care where." The cat said, "then it doesn't matter which way you go." Alice said, "So long as I get somewhere." And the cat said, "You are sure to do that if only you walk long enough." Simply, gentlemen, we have walked long enough in this matter that certain things stand out in the evidence²⁸.

Phénomène passionnant pour quiconque s'intéresse de près ou de loin aux interactions entre la littérature et le droit, des extraits de l'œuvre figurent *dans* les décisions judiciaires. Si l'on raboutait tous les extraits cités dans la jurisprudence, il serait sans doute possible de reconstituer l'œuvre. À ce sujet, le record appartient à un tribunal américain, qui cita le roman à neuf occasions dans la même décision²⁹. L'extrait le plus populaire, en droit canadien, est sans conteste cet échange entre Alice et *Humpty Dumpty* se tenant sur son mur. La Cour supérieure de l'Ontario commence ainsi une décision :

REASONS FOR DECISION

"I don't know what you mean by 'glory'," Alice said.

Humpty Dumpty smiled contemptuously. "Of course you don't—till I tell you. I meant 'there's a nice knock-down argument for you!'"

27. *Re Michael Fraser*, supra note 23 à la p 260 : « *The cases shew that even if a man is as mad as a March hare, if he does not need protection, the Courts will not allow a commission* »; *Flexlume Sign Co v MacEy Sign Co*, 1922 CanLII 536 à la p 633 (ON SC) : « *For the Sovereign to issue a writ commanding himself to enter an appearance would be amusing if it occurred in Alice in Wonderland, or in some of the topsy-turvy countries visited by Gulliver* ».

28. *R v Cominco Ltd*, [1977] AJ No 204 (QL) au para 14 (AB PC).

29. *Laboratory Corp of America v United States* (2013), 108 Fed CI 549, décision initialement répertoriée par Sean Doherty, « Alice-in-Wonderland's Adventures in Case Law » (2 novembre 2015), *Legal Current* (blogue), en ligne : <www.legalcurrent.com/alice-in-wonderlands-adventures-in-case-law/>.

“But ‘glory’ doesn’t mean a nice knock-down argument,” Alice objected.

“When I use a word,” Humpty Dumpty said, in a rather a scornful tone, “it means just what I choose it to mean—neither more nor less.”

“The question is,” said Alice, “whether you can make words mean so many different things.”

“The question is,” said Humpty Dumpty, “which is to be master—that’s all.”

Alice was too much puzzled to say anything, so after a minute Humpty Dumpty began again. “They’ve a temper, some of them—particularly verbs, they’re the proudest—adjectives you can do anything with, but not verbs—however, I can manage the whole lot! Impenetrability! That’s what I say!”

*Lewis Carroll, Through the Looking-Glass, 1872*³⁰

Une vingtaine de décisions citent directement ce passage de l’œuvre³¹. La Cour suprême du Canada jugea même bon de le commenter :

En ce qui concerne cette notion de l’exercice d’interprétation à la Humpty Dumpty, voir aussi généralement : *Roynat Inc c Ja-ShaTrucking & Leasing Ltd* (1992), 1992 CanLII 2767 (MB CA), 89 DLR (4th) 405 (CA Man), à la p 408; *Bodnar c Real Estate Council of British Columbia* (1994), 1994 CanLII 1609 (BC CA), 121 DLR (4th) 27 (CA C-B), à la p 37. Un exercice d’interprétation à la Humpty Dumpty n’est en fait rien d’autre qu’une interprétation fondée sur des règles aléatoires ou floues, ou qui est accomplie uniquement de façon intuitive ou en se fondant sur des impressions non rationalisées, ou encore en omettant de considérer les prémisses sous-jacentes du raisonnement

30. *Rogers*, supra note 26 au préambule.

31. Voir notamment *Hanson v Stollery Estate*, 2017 ONSC 528 au préambule; *Stroshin*, supra note 26 au préambule; *Manitoba*, supra note 26 au préambule; *Pfizer Canada Inc c Mylan Pharmaceuticals ULC*, 2014 CF 38 au para 62; *Gateway Charters Ltd (Sky Shuttle) v Edmonton (City of)*, 2012 ABCA 93 au para 22; *Canada (Commissaire à l’information) c Canada (PG)*, 2015 CF 405 au para 65; *Fleming v Crookes*, 2005 ABQB 181 au para 36; *Children’s Aid Society of Thunder Bay v SP*, 1999 CanLII 19188 aux para 1, 10 (ON SC) [SP]; *Apotex Fermentation Inc v Novopharm Ltd*, [1997] 6 WWR 90 au para 58 (MB CB); *Holloway v Alberta Pork Producers Development Corp*, 1996 CanLII 10407 au para 24 (AB QB); *Manitoba Provincial Judges Association v Manitoba (Minister of Justice)*, 1995 CanLII 6257 à la p 36 (MB CA); *J & S Hardware Ltd v Penner (Ed) Construction Ltd*, 1989 CanLII 5089 au para 23 (SK QB); *Decision No 190/89*, 1991 CanLII 4890 (ON WSIAT); *Clarke v Clarke*, 1987 CanLII 2745 (BC SC).

juridique. Il va de soi que les tribunaux doivent éviter ce genre d'exercice d'interprétation [soulignés dans le judgement]³².

Il ne s'agit toutefois pas du seul extrait marquant de l'œuvre. À preuve, certaines expressions font désormais partie du vocabulaire des magistrats : *down a rabbit hole*³³ signifie ni plus ni moins ouvrir une boîte de Pandore; *begin by the beginning*³⁴ est une expression employée lorsque le tribunal indique la marche à suivre ou doit étudier une preuve complexe; le terme *curiouser and curiouser*³⁵ caractérise des faits ou des comportements anormaux; faire un *Humpty Dumpty*³⁶ signifie rédiger de façon déficiente; l'expression *Sentence first—verdict afterwards*³⁷ souligne, notamment, l'importance de ne pas inférer des conclusions trop hâtivement. Enfin, l'expression *through the looking*

32. 2747-3174 *Québec Inc c Québec (Régie des permis d'alcool)*, [1996] 3 RCS 919 au para 171.

33. *Silver v Fulton*, 2011 NSSC 127 au para 18 : « *For many lawyers and judges, the rule against perpetuities is like a trip down Alice's rabbit hole to a land where things are not always what they seem* »; *Re Schoenborn*, [2015] BCRBD No 36 au para 71 : « *At one point the Director characterized the line of inquiry being pursued by the Crown as "going down the rabbit hole" in reference to Lewis Carroll's Alice in Wonderland. At the time, and now with the benefit of hindsight, that analogy seems entirely apt* »; *R v Lemke*, 2015 ABQB 544 au para 21 : « *The Crown renews its "rabbit hole" objection to this defence application* »; *Dine v Biomet*, 2016 ONSC 857 au para 11 :

This leads to an obvious question: if the defendants' misunderstood the certification requirements and marshalled a full-scale attack on the merits, why was class counsel "inexorably" (their word) driven to waste time and money following the defendants down this rabbit hole of completely unnecessary litigation? In my view, this detour into Merits Land was an obvious and expensive excess.

34. *Re Dhaliwal*, 2011 ONSC 2270 au para 2 : « *To do this, it is best, with a nod to Lewis Carroll, to begin at the beginning* » et à la n 1 : « *...and go on till you come to the end: then stop* »—*Lewis Carroll, (1832–1898), Alice's Adventures in Wonderland. Said by the King to the White Rabbit; Stewart v Dept Education and Training (Human Rights)*, [2015] VCAT 784 au para 1 (Austl); *Casey v Queensland Building and Construction Commission*, [2016] QCAT 424 au para 27 et à la n 6 (Austl) : « *The Tribunal should "Begin at the beginning," and consider the fallout from Ararat and when it has "come to the end: then stop."* Lewis Carroll, *Alice in Wonderland* ».

35. *Alberta Opportunity Co v Wilson*, 1994 CanLII 9188 au para 26 (AB QB); *Royal Bank of Canada v Ryan et al*, 1993 CanLII 8419 au para 55 (NL SCTD) : « *From this point, the matter becomes "curiouser and curiouser"* »; *CJK Goodmen Inc v SRR Stables Inc*, 2013 ONSC 6713 au para 19 : « *The story gets curiouser and curiouser* »; *Alberta Treasury Branches v Jarvis Engineering*, 1998 ABQB 297 au para 23 : « *The argument gets "curiouser and curiouser": Alice's Adventures in Wonderland [1865], Charles Lutwidge Dodgson, a k a Lewis Carroll* »; *S v Mashumpa and Another*, [2007] ZAECHC 23 au para 4 (Afr du Sud) :

The prosecution of Mr Mashumpa alone would have required the consideration of unusual factual and legal issues. It is no surprise that he is indeed an accused in the matter—Accused no 1. But, in true Alice in Wonderland terms, things only get curiouser and curiouser. Mr Best, himself a victim of the shooting, is also an accused—Accused no 2. This is but the beginning of a very strange tale.

36. *Spitzer v McFadden*, 1987 CanLII 2759 aux para 15–16 (BC SC).

37. *Bizon v Bizon*, 2014 ABCA 174 au para 54 [Bizon].

*glass*³⁸ est fréquemment utilisée à l'encontre d'un argument farfelu ou conduisant à un résultat plutôt absurde. Dans l'arrêt *Société Radio-Canada c SODRAC 2003 Inc*, la Cour suprême s'exprime ainsi : « Soit dit en tout respect, cette conclusion pousse le contrôle judiciaire de l'autre côté du miroir »³⁹. Les références à l'œuvre de Lewis Carroll sont fréquentes en droit pénal⁴⁰, mais elles ne s'y limitent pas. En effet, en raison de sa généralité, le roman trouve des applications en droit de la famille, en matière commerciale, en droit administratif ou en droit de travail⁴¹. De même, ce procédé est commun aux tribunaux administratifs et aux tribunaux judiciaires, de la première à la plus haute instance. Fait intéressant, l'œuvre est parfois citée à titre d'autorité ou parmi des autorités⁴².

II. EXPLICATIONS SPÉCULATIVES

À en juger par la réaction des étudiants lorsque je présente trois courts extraits de la Cour suprême du Canada discutant d'*Alice au pays des merveilles*, un portrait plus étendu du phénomène peut assurément déconcerter les juristes et soulever plusieurs interrogations. Pourquoi un livre écrit pour une jeune fille de 10 ans fascine-t-il

38. *R v Plant*, 1991 ABCA 116 au para 14 : « To exclude them would be to step through the looking glass »; *Lameman v Alberta*, 2012 ABCA 59 au para 30; *Platnick v Bent*, 2016 ONSC 7340 au para 156; *Gulf Coast Materials Ltd v Helgesen*, 2010 BCSC 1169 au para 3; *Regina v Manclean*, 1974 CanLII 1386 à la p 583 (NS SC).

39. *Société Radio-Canada c SODRAC 2003 Inc*, 2015 CSC 57 au para 187, [2015] 3 RCS 615 : « With respect, this takes judicial review Through the Looking Glass ». Voir aussi *Ratiopharm*, *supra* note 20 au para 63.

40. *R v Cumming* (2002), 53 WCB (3^e) 48 au para 2 (ON CJ) : « it might look like the system of justice in "Alice in Wonderland" where an accused who beats up a woman ends up on the street while the woman is in jail awaiting the trial »; *R v Crane Chief*, [2002] AJ No 1706 (QL) au para 55 (AB QB) :

As I sit back, having listened to all of this evidence and having watched the tape, I can't help but think there is a little bit of Alice in Wonderland in this whole scenario. The Crown is asking me to give a lot more credence to the story of Lucien than one might reasonably anticipate a man of his intellectual, physical and emotional incapacities would be able to carry out.

R v Gorr (2003), 58 WCB (2^e) 511 au para 26; *R v Croft*, 2014 ABQB 215 au para 34.

41. *Cariboo-Chilcotin School District No 27 and International Union of Operating Engineers Local 959 (Termination Grievance)*, [2008] BCCAAA No 44 au para 28, 93 CLAS 180 : « The Employer is not at liberty to simply declare "Off with her head!"—Alice in Wonderland—Lewis Carroll ».

42. *Bizon*, *supra* note 37 au para 54; *SP*, *supra* note 31; *People v Gutierrez*, 2014 WL 1230763 au para 1 (Cal) :

After several continuances, the trial court sentenced him on the charges and the priors. Unfortunately, the priors were never tried. "No, no!" said the Queen. "Sentence first—verdict afterwards" "Stuff and nonsense!" said Alice loudly. "The idea of having the sentence first."—Carroll, Alice's Adventures in Wonderland (1865) ch. XII, Alice's Evidence. We concur with Alice [nos soulignons].

autant les magistrats? Pourquoi ceux-ci citent-ils des extraits du livre fantastique dans des décisions judiciaires sérieuses? Plusieurs réponses peuvent être données : lassitude⁴³, mimétisme, sagesse⁴⁴, cynisme⁴⁵ ou encore « coquetteries de juges voulant impressionner un auditoire captif »⁴⁶. Une partie de la réponse se trouve peut-être dans la stylistique génétique, laquelle veut savoir pourquoi l'auteur écrit :

À cette question, depuis Buffon, les réponses ont été multiples. Réponses philosophiques ou métaphysiques (l'écrivain écrit pour exprimer le réel absolu, etc.). Réponses morales, sociologiques, psychologiques (l'écrivain écrit pour aider les hommes ou les peuples, ou pour peindre l'homme, etc.). Réponses psychanalytiques (l'écrivain écrit pour se délivrer de ses fantasmes personnels). Réponses esthétiques (l'art pour l'art), etc.⁴⁷.

La présence d'*Alice au pays des merveilles* dans la jurisprudence s'explique peut-être par le fait que certains magistrats conçoivent leur fonction comme étant non seulement adjudicative, mais également comme un exercice littéraire⁴⁸. Devant tant d'efforts stylistiques, on peut d'ailleurs se demander pour qui le magistrat écrit : les parties, les avocats, les confrères magistrats, les observateurs? Assurément, plusieurs explications de différents ordres sont nécessaires afin de comprendre, à tout le moins en partie, ce phénomène (A). Ce phénomène peut sans doute s'expliquer aussi par le fait que l'œuvre met en scène deux notions chères au juriste (B).

43. Voir l'introduction du juge Quinn dans *Hearing Clinic (Niagara Falls) Inc v 866073 Ontario Ltd*, 2015 ONSC 1177.

44. *A E Ames & Co v Sutherland* (1905), 9 OLR 631 au para 18, citant *Mansell v British Linen Co Bank*, [1892] 3 Ch 159 à la p 163 :

[I]n which the position of the person claiming damages upon that basis is illustrated by the fable of the man who had to go through a pathway in a field of corn, not being able to turn back, and his duty being to cut down the highest blade of corn he passed on his journey. He passed several high blades, but did not cut them hoping to reach a higher blade later on and he came to the end of his path and he cut no blade at all.

45. Alain-François Bisson, « Citations et allusions littéraires en jurisprudence : Carroll, Dickens, Shakespeare, Voltaire et quelques autres » dans Benoît Moore, dir, *Mélanges Jean Pineau*, Montréal, Thémis, 2003, 629 à la p 641, parle « d'injure juridique ».

46. *Ibid* à la p 632.

47. George Mounin, *Clefs pour la linguistique*, Paris, Éditions 10/18, 2000 aux pp 156–57.

48. À titre d'exemple, la chaîne des jugements évoquée par Ronald Dworking, *Taking Rights Seriously*, Cambridge, Harvard University Press, 1977; Gérard Cornu, *Linguistique juridique*, 3^e éd, Paris, Montchrestien, 2005 à la p 392 : « L'adage est un art, et un effet de l'art : un art pour qui l'énonce, un objet d'art en soi et pour qui le prononce ou l'entend ».

A. Polyvalence de l'œuvre

À première vue, on pourrait croire que les références aux aventures d'Alice ne sont que digression judiciaire. Or, dans la majorité des cas répertoriés, elles ne sont pas fortuites. Sur le plan de la procédure, ces références recentrent le débat rapidement et efficacement : « *This is an argument that is not helpful and indeed tries to create a never ending and repetitious sourcing of information that quickly loses any connection with the real world. It is a rabbit hole that one should not go down* »⁴⁹. « *At that point in the process the court is not concerned with marginal evidence that may confuse the situation or reveal another rabbit hole to go down* »⁵⁰. L'œuvre de Lewis Carroll est également énormément employée à l'égard de l'appréciation de la preuve et de la crédibilité des témoins : « *We have the totally incredible story of Peter Griffiths and Gerard Meade, which even if we were Alice in Wonderland and disposed to believe ten impossible things before breakfast, we would not find believable* »⁵¹. « *Ultimately this litigation has a certain Alice in Wonderland quality. Like the Cheshire Cat, the issues slowly vanish on close examination* »⁵². L'œuvre joue un rôle pédagogique important : « *This "evidence" is, in my view, not appropriate on a summary trial*

49. *R v Lowry*, 2015 ONCJ 139 au para 21; *Paul v Sasso*, 2016 ONSC 7488 au para 35 : « *This allegation is exceptionally serious and grave but of absolutely no relevance to the matters at hand. It is a textbook example of a collateral issue—and is a rabbit hole down which this proceeding ought not to be permitted to go* »; *United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America, Local 27 v Chouinard Bros Roofing*, 2017 CanLII 16884 au para 16 (ON LRB) : « *The Board's intent is to focus on the real issues at stake herein and not to be diverted down rabbit holes or excursions into deep space* »; *Pro-Sys Consultants Ltd v Microsoft Corp*, 2014 BCSC 1280 au para 103 : « *On the other hand, if Pro-Sys means to go beyond that, the pleading can take the trial down infinite unspecified rabbit holes* »; *Addison Chevrolet Buick GMC Ltd et al v General Motors of Canada Ltd et al*, 2015 ONSC 3404 au para 128.

50. *Moss v Crane et al*, 2013 MBQB 135 au para 40.

51. *Hibernia Employers' Assn Inc and Newfoundland and Labrador Oil Development Allied Trades Council (Griffiths Grievance)*, [1995] CLAD No 242 (QL) au para 81; *Coldmatic Refrigeration of Canada Ltd v 1079093 Ontario Ltd (cob Northwest Motors)*, [2004] OJ No 3293 (QL) au para 35 (ON CJ) : « *I found there was an Alice-in-Wonderland quality to the evidence of Mr Ward [...]* »; *Peters v Brosseuk*, 2004 BCSC 239 au para 18 : « *Alice in Wonderland quality to it* »; *Cholakis v Cholakis*, 2006 MBQB 91 au para 28 : « *Some of Leo's testimony sounded like something out of Alice in Wonderland* »; *Re Black*, 2015 LNONOSC 85 au para 118 :

Even Alice in Wonderland could only believe six impossible things before breakfast. Merely the recitation of the chain of logic demonstrates that it is simply inconceivable that there could be any transaction with a reporting issuer in the future where there could be any prospect of harm to the public interest.

52. *Chamberlain*, *supra* note 16 au para 63.

application. A party cannot come to court with only hints of evidence, and say, as the Duchess does in Alice's Adventures in Wonderland: "That's nothing to what I could say if I chose"»⁵³.

Le roman fournit des conseils aux plaideurs (par exemple, «*[y]ou do not make things better by repeating them*»⁵⁴), étoffe les raisons d'une dissidence⁵⁵, permet de dénoncer le ridicule de certaines situations⁵⁶ et donne lieu à l'expression de sympathie à l'égard du justiciable⁵⁷. Dans d'autres cas, le roman dévoile ce à quoi pense le décideur : «*As I contemplate this background, I cannot help but call to mind the words of that sage and philosopher, Alice, during her trip to Wonderland when she exclaimed "Curiouser and curiouser!"*»⁵⁸, ou aide à formuler la plainte de celui-ci : «*I sympathize with the Queen of Hearts—it is difficult to act judicially in Wonderland*»⁵⁹. «*There is an air of unreality, of the Mad Hatter, in the attempt to discern, as between these two families mired in desperate poverty, which one of the two has the higher standard of living*»⁶⁰.

Les références au pays des merveilles ont parfois une fonction pédagogique, réalisant ainsi l'impossible, c'est-à-dire expliquer la norme de

53. *ICBC v Hosseini*, 2003 BCSC 1875 au para 62.

54. *Robinson v R*, B8/1998 [1998] HCATrans 477 (AustLII).

55. *Potter v McLeary*, 484 Mich 397 (2009) à la p 430 (É-U) : *Because the Court's limited grant order did not instruct the parties to brief this issue and because both the litigants and the public should be able to rely on our orders, I would not resolve issues in this Queen of Hearts fashion. See Lewis Carroll, Alice's Adventures in Wonderland (New York: Signet Classic, 2000), ch 12 à la p 115 («"No, no!" said the Queen. "Sentence first—verdict afterwards"»).*

56. *Re Municipality of Metropolitan Toronto and Bremner et al (No 1)* (1980), 114 DLR (3^e) 224 à la p 242 (ON) : «*However, the whole panorama takes on an "Alice in Wonderland" hue with lawyers on one side telling the Sheriff: "The writs of possession [Court orders] are valid and enforceable", and the lawyers on the other side saying: "No, they are not; don't move on them or you'll be sued"».*

57. *Hotel, Restaurant and Culinary Employee's and Bartender's Union, Local 40 v Newton Inn (1976) Ltd*, [1985] BCCA No 282 au para 43 :

I thank Mr Newton for his excellent submission. I have some sympathy with him in trying for certainty in the meaning of a word—meanings change quite rapidly. (In "Alice in Wonderland," Alice asked the Queen what she meant by a word and was told that the word meant anything the Queen wanted it to mean).

58. *R v Cipriano*, 2011 ONSC 223 au para 2; *R v Golini*, 2016 TCC 174 au para 42 : «*I am reminded of Alice in Wonderland that "so many out of the way things had happened lately that Alice had begun to think that very few things indeed were really impossible"».*

59. *Gandham v Gandham*, 1985 CanLII 810 au para 16 (BC SC) (rapportant les paroles du registraire).

60. *SD v JG*, 2006 NSFC 47 au para 13.

révision judiciaire⁶¹. À ce sujet, plusieurs liens pourraient être tracés entre cette norme fuyante et l'univers sens dessus dessous du pays des merveilles. Enfin, l'arme littéraire permet de combattre l'arbitraire : « *in this situation the rules of the issuer bid cannot be set and then reset by the Queen of Hearts declaring from time to time what she feels the rules should be* »⁶². Dans le même esprit, interprétant une convention collective de travail, la Cour supérieure du Québec précise que :

*The only interpretation that gives the collective agreement any sense that conforms to reason is one that would require just and sufficient cause in all cases. "Sans restreindre la généralité de ce qui précède" cannot reasonably mean that the listed offences are in addition to those requiring "une raison valable". To make any sense, those words mean the listed offences as well are subject to that requirement. Otherwise the collective agreement would describe an "Alice in Wonderland" world where first occurrences of the most trivial offences invited the workplace equivalent of capital punishment, while the most serious attracted only a warning [soulignés dans le jugement]*⁶³.

À l'aide de l'univers fantastique, le magistrat peut décocher une flèche à l'administration publique : « l'appui que manifeste sans réserve l'avocat du défendeur à l'égard de cette dernière, [fait] un peu penser à "Alice au pays des merveilles". La décision est inique, comme si le décisionnaire était incapable de saisir le sens des mots "humanaire" et "compassion" »⁶⁴, ou encore : « *[b]ecause, whenever there is*

61. *Gulf Coast Materials Ltd v Helgesen*, 2010 BCSC 1169 au para 3 :

The analysis requires that each level of decision making be viewed through the looking-glass of the mandated standards of judicial review as well as internal and legislative bars to review. That such analysis may result in a descent through a rabbit hole to an alternate reality is of no consequence, provided that the alternate reality is not a patently unreasonable one. Bahena v Goodyear Tire & Rubber Co, 126 Nev 243(2010) à la p 260 : « This is, I submit, an example of "Sentence first—verdict afterwards", that does not deserve deferential review. Lewis Carroll, Alice's Adventures in Wonderland, Chapter XII "Alice's Evidence" ».

62. *Themadel Foundation v Third Canadian Investment Trust Ltd* (1995), 23 OR (3^e) 7 au para 30 (ON CJ); *Toronto-Dominion Bank v Federated Foods Ltd*, [1992] OJ No 2643 (QL) au para 6, 37 ACWS (3^e) 271 (ON CJ) :

[I]t would not be appropriate for parties to an agreement to say that the agreement is what they choose it to mean when such is against the language, the apparent concept and fair and even treatment of an outsider (T-D Bank in this case). Alice did not find the logic of the Queen of Hearts compelling either.

63. *Syndicat national de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada v Bergeron*, 2002 CanLII 41759 au para 30 (QC CS).

64. *Aria c Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 1998 CanLII 7686 au para 1(CF), juge Muldoon; *New York Currency Research Corp v Commodity Futures Trading Commission*, 180 F (3d) 83 (2^e Cir 1999).

a disputatious issue between bureaucrats and technocrats, it seems almost inevitable that one finds oneself immersed in an Alice-in-Wonderland world of semantics, it is appropriate to go back to first principles as a starting point»⁶⁵. Le procédé est astucieux dans la mesure où l'originalité de la critique peut parfois saisir efficacement l'attention du législateur. À titre d'exemple, lorsque l'humoriste Louis-José Houde critiqua, avec un brin d'humour, l'industrie de la revente de billets, lors du gala de l'Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo, sous les feux de la rampe, le législateur modifia la loi dans les mois qui suivirent⁶⁶. Certes, le problème persiste toujours, mais, au moins, le législateur a compris qu'il devait agir. Les comparaisons entre l'univers d'*Alice au pays des merveilles* et l'appareil étatique ont certainement pour but de fouetter le législateur :

*I am quite sure that the sudden deep immersion into the labyrinthine maze of our health care bureaucracies—on top of everything else—must have had some “Alice in Wonderland” qualities: endless hallways, offices, agencies, workers, administrators, forms to fill in, deadlines to meet, answers to wait for and so on and on*⁶⁷.

À d'autres occasions, c'est le travail du législateur qui est directement visé :

*Most difficult of all, however, is that despite commentaries over the years by various courts about the Alice in Wonderland aspect of transfer hearings, Parliament has apparently elected to leave the statutory framework alone in the most recent round of amendments*⁶⁸.

*The reason for the awkwardness of the debate in this area relates to the limits on municipal authority to regulate prostitution and the rather Alice-in-Wonderland state of the laws regarding prostitution*⁶⁹.

Au-delà de ces multiples usages, la popularité judiciaire de l'œuvre de Lewis Carroll peut également s'expliquer par deux autres raisons.

65. *Prince Edward Island (Liquor Control Commission) v MacLeod* (1984), 30 ACWS (2^e) 127 au para 9.

66. Olivier Parent, « Les sites de revente de billets de spectacles perdent en cour », *Le Soleil* (19 août 2013).

67. *Complete Access Lift & Mobility Ltd v Riggi*, 2010 CanLII 100648 au para 15 (ON SCSM).

68. *R v O (D)* (1996), 31 WCB (2^e) 506 au para 168 (ON CJ).

69. *R v Hrabchak* (1999), 44 WCB (2^e) 515 au para 18 (MB PC).

B. Deux aspects particuliers de l'œuvre : interprétation et justice naturelle

La popularité juridique de l'œuvre de Lewis Carroll tient probablement à une multitude de raisons. Toutefois, deux thèmes, chers aux juristes, abordés dans les romans, soit l'interprétation (1) et la justice naturelle (2), ne sont sans doute pas étrangers à ce succès.

1. *Interprétation juridique*

L'interprétation, un des thèmes majeurs de l'œuvre, est au centre de l'activité du juriste. À ce sujet, les deux romans abordent plusieurs aspects de l'interprétation. Ainsi, l'œuvre de Lewis Carroll est employée afin d'illustrer les lacunes de rédaction du texte à interpréter : « *This is due, at least in part, to the language of the legislation. It might have come from Lewis Carroll's world of Alice and Humpty Dumpty where words mean anything you please and concepts are impenetrable* »⁷⁰. À ce sujet, d'innombrables exemples pourraient être donnés :

*If we are not to arrive at absurdities equalling those encountered by Alice in Wonderland, we must find an acceptable meaning narrower than the literal meaning for legislation [...] [which is] "an excellent example of hasty and faulty draftsmanship." It cannot if any vestige of common sense is to prevail mean what it literally says; therefore, it must mean something else and our task is to find what that other meaning is*⁷¹.

Interprétant les *Lignes directrices d'évaluation de la déficience permanente lors d'un accident de travail*, le *South Australian Employment Tribunal* observe que :

The way para 4.33 is expressed brings to mind this exchange:

"Then you should say what you mean," the March Hare went on.

"I do," Alice hastily replied, "at least—at least I mean what I say—that's the same thing you know."

70. *Roynt Inc v Ja-Sha Trucking & Leasing Ltd* (1992), 89 DLR (4^e) 405 à la p 408 (MB CA); *Absa Technology v Michael's Bid a House*, [2013] ZASCA 10 au para 1 (Afr du Sud) : « *This may sound like a fragment of Alice in Wonderland. If that is so, it is because the Act itself could have been written by Lewis Carroll so peculiar are some of its provisions* ».

71. *Regent Vending Machines Ltd v Alberta Vending Machines Ltd* (1952), 7 WWR (N S) 433 au para 11 (Alta).

"Not the same thing a bit!" said the Hatter. "You might just as well say that 'I see what I eat' is the same thing as 'I eat what I see!'"

Para 4.33 is poorly expressed⁷².

Souligner les lacunes rédactionnelles est peut-être une façon, pour l'interprète, de se distancier de sa propre interprétation : je dis X, mais j'aurais tout autant pu dire Y dans les circonstances. Il peut s'agir d'une stratégie afin de faire diminuer les attentes à l'égard de l'interprète. À ce sujet, la littérature fantastique met parfois en contexte ce qui est ni plus ni moins exigé de l'interprète :

We are, in effect, asked to find that Parliament did not mean what it said in this section and in s 39, which is somewhat reminiscent of Alice in Wonderland and Alice's famous discussion with the March Hare at the Mad Hatter's Tea Party [New York: Clarkson N Potter, 1960, p 95]:

"Do you mean that you think you can find out the answer to it?" said the March Hare.

"Exactly so," said Alice.

"Then you should say what you mean," the March Hare went on.

"I do," Alice hastily replied; "at least—at least I mean what I say—that's the same thing, you know."

"Not the same thing a bit!" said the Hatter. "Why, you might just as well say that 'I see what I eat' is the same thing as 'I eat what I see!'"

"You might just as well say," added the March Hare, "that 'I like what I get' is the same thing as 'I get what I like!'"

"You might just as well say," added the Dormouse, which seemed to be talking in its sleep, "that 'I breathe when I sleep' is the same thing as 'I sleep when I breathe!'"⁷³.

Même si l'interprète peut se plaindre de la difficulté de la tâche qui lui est confiée, il doit tout de même se prononcer. Ainsi, l'œuvre offre une élégante porte de sortie à l'interprète n'ayant pas été en mesure de résoudre le casse-tête interprétatif :

72. *Gray v Return to Work SA (Rosefoote Pty Ltd)*, [2016] SAET 10 aux para 64–65.

73. *British Columbia (AG) v S* (1965), 53 DLR (2^e) 713 à la p 725 (BC CA).

I realize that my conclusion may produce some anomalous results, but, in construing an Act that contains “Alice in Wonderland” definitions—to quote a phrase aptly used by Mr McKenzie—such as we have here, one can do no more than apply the words as they are without any hope of demonstrating a logical, cohesive or equitable structure⁷⁴.

Plus encore, l'œuvre balise l'éthique de l'interprète : « *It is not however open to a judge to be Humpty Dumpty—like in causing words to mean whatever he or she wants, in order to achieve what he or she perceives to be the right or appropriate result* »⁷⁵. « *While courts do depart from the plain meaning of words, they cannot, in the fashion of Lewis Carroll's Humpty Dumpty, decide that a word means simply what they chose it to mean* »⁷⁶. « *Reading the document in such a fashion would require one to be possessed of the sort of elastic view of the meaning of words in the English language as is possessed by characters to be encountered in Alice in Wonderland, but is not appropriate to a court of law* »⁷⁷.

Ironiquement, *Humpty Dumpty* peut justifier une interprétation aussi bien stricte que « fantaisiste »⁷⁸. On peut ainsi y voir un rattachement à l'adage : « Dans un débat contradictoire, il est parfois capable de fournir une aide au pour et au contre »⁷⁹. Le professeur Bisson souligne, à juste titre, que la littérature constitue un « redoutable arsenal »⁸⁰, qui tantôt démolit, tantôt construit une argumentation⁸¹. L'œuvre est ainsi utilisée à titre d'argument afin de rejeter une interprétation fantaisiste : « Cette suggestion intéressante, bien qu'elle mérite une note parfaite pour ce qui est de l'imagination, doit sûrement exister dans un pays des merveilles aux activités bancaires bénignes, mais dont j'ignore l'existence »⁸². Il s'agit d'ailleurs de l'une des utilisations les

74. *Northwood Properties Ltd v British Columbia (Minister of Finance)*, [1973] BCJ No 721 (QL) au para 11.

75. *Spruce Credit Union v R*, 2012 TCC 357 au para 79.

76. *R v Smedley*, 2008 NSPC 9 au para 27; *Randwater v Stoop and Another*, [2012] ZALAC 32 au para 38 (Afr du Sud) : « *A teleological approach to interpretation of the BCEA is clearly appropriate, but this approach does not and cannot licence an Alice in Wonderland interpretation* ».

77. *Nadi Inc v Montazemi-Safari*, 2015 ONSC 3129 au para 40.

78. Bisson, *supra* note 45 à la p 641, n 58.

79. Cornu, *supra* note 48 à la p 385.

80. Bisson, *supra* note 45 à la p 642.

81. *Ibid* à la p 643.

82. *Holmes c R*, 2000 CanLII 320 au para 20 (CCI); *Principal Savings & Trust Co (Liquidator of) v Quinnell*, [1995] AJ No 1558 (QL) au para 8 (AB QB) :

To say a defendant who is relying on a Rule of Court in defending himself is conducting a proceeding against the plaintiff is, in my opinion, untenable. That appears to me as an Alice

plus répandues⁸³. En effet, les prétentions ou les requêtes saugrenues sont ainsi rejetées de façon expéditive : « *The respondents term this an absurdity, a fantasy, and an Alice in Wonderland proposition* »⁸⁴. Récemment, la Cour suprême du Canada rejetait une prétention en ces termes : « Un tel raisonnement semble tiré du roman *Alice au pays des merveilles* »⁸⁵.

Enfin, l'œuvre de Lewis Carroll permet d'illustrer avec éloquence les effets de l'interprétation, tout particulièrement les dangers que comporte un résultat interprétatif particulier :

*To essentially change the definitions of a By-law for the private preferential benefit of one applicant, when all applicants should expect equal treatment, would create chaos. The Board finds that it is not in the public interest to create an "Alice in Wonderland" type confusion about the meanings of By-law definitions*⁸⁶.

2. Justice naturelle

L'autre thème majeur de l'œuvre est sans doute la justice naturelle (*audi alteram partem*) ainsi que le respect d'un *due process*⁸⁷. Le

in Wonderland "through the looking glass," way of interpreting the Winding-Up Act. In my opinion the only proceeding involved here is the plaintiff's action against the defendant.

83. *St Joseph's Health Centre*, [1997] OLRD No 3075 (QL) au para 28 (ON) : « *this submission has a kind of "Alice in Wonderland" texture* ».

84. *Mathison v Musqueam Indian Band and Easton (No 3)*, 2006 BCHRT 429 au para 36.

85. *Ernst c Alberta Energy Regulator*, 2017 CSC 1 au para 66.

86. *1517324 Ontario Inc v Guelph (Committee of Adjustment)*, [2003] OMBD No 980 (QL) au para 15 (ON).

87. *Arenson v Toronto (City of)*, 2012 ONSC 3944 au para 66 :

The bulk of the proposed questions depend upon the judge at the common issues finding commonality is to approach the certification process backwards, much like how the Queen in Lewis Carroll's Alice in Wonderlands approached the trial of the Knave of Hearts, who allegedly stole the Queen of Heart's tarts. "No, no!" said the Queen, "Sentence first—verdict afterwards".

Re Lutz, [2000] NSURBD No 104 (QL) au para 38 : « *A delay, of course, can be seen as being prejudicial to the applicant. So in order not to further delay the applicant, Council is seen to be ignoring the concerns of the public. This seems a bit of an Alice in Wonderland kind of world* » ; *Vesna Misevski v Q-COMP* (6 novembre 2009), C/2009/29 au para 25 (Austl) [Vesna] :

The primary issue on 16 April 2007 should have been about process and procedure. The Appellant had been denied due process. When the Queen says, "Sentence first; verdict afterwards," it is drill in Alice in Wonderland. It is not an acceptable approach to modern personnel management.

Re Yates Security Services Pty Ltd v Honourable Paul Keating Mp; Rockvale Pty Ltd; Valtone Pty Ltd and the Registrar General of New South Wales, [1990] FCA 432 au para 126 (Austl) :

A condition requiring a conservation management plan to be prepared after approval of the design of a particular building for a particular site within the management area has the logical

comportement et les propos de la Reine de cœur sont des lieux communs de la communauté juridique. L'empressement de la Reine de cœur (« *Sentence first, verdict afterwards* ») ainsi que sa démesure (« *Off with their heads* ») ont marqué l'imaginaire judiciaire occidental. La Cour d'appel de *New South Wales* en Australie indique ce qui suit :

However, except in Alice in Wonderland, and possibly in the Republic of China, no question of punishment can arise until there has been a trial resulting in a conviction.

There is therefore, something a little odd about speculating on the appropriateness of punishment before any question of punishment can arise⁸⁸.

La charge symbolique rattachée au personnage de la Reine de cœur est somme toute négative. Par exemple, la Cour suprême des États-Unis qualifie de *Queen-of-Hearts approach*⁸⁹ la façon de faire d'un juge n'ayant pas respecté les procédés juridiques reconnus. Les propos de la Reine de cœur indiquent alors avec éloquence la marche à ne pas suivre :

Despite the institutional operative principle that justice emerges from a hearing of all sides of a story, beyond the Courtroom, justice professionals behave in no less scandalous fashion that other professionals in falling prey to the omnipresent human frailty of reaching conclusions before knowing the facts (human frailty aptly captured by Lewis Carroll's Queen of Hearts, "first the sentence, then the evidence"). I don't know all the sides of the unfortunate story and cannot come to any conclusions that might fairly apportion blame⁹⁰.

appeal of the Queen's decree, in "Alice's Adventures in Wonderland," "Sentence first, verdict afterwards." And all the reports in the world could hardly assist the Australian Heritage Commission to minimise the adverse effects of the building. It would have no continuing role in the project.

88. *DPP v Mills*, [2000] NSWCA 236 aux para 6–7; *O'Keefe v Tankard* (1988), [1989] VR 371 à la p 375, citant le juge Deane [O'Keefe] :

I know of only one authority which supports such an approach to the right to be heard in relation to matters founding an effective decision that indefinite incarceration should be imposed or continued otherwise than as punishment for a specific proven offence. "No, no!" said the Queen. "Sentence first—verdict afterwards": Alice in Wonderland, Ch XII. I reject that approach.

Ede v Hyde, [2014] ACTSC 305 au para 71.

89. *Stop the Beach Renourishment, Inc v Fla Dep't of Env'tl Prot*, 560 US 702 à la p 13.

90. *R v Washpan*, [1994] YJ No 47 (QL) au para 39; *Katsuno v R*, M88/1998 [1999] HCATrans 43 (AustLII) : « *you do not sentence people unless they are convicted, except in Alice in Wonderland* »; *South Australia v O'Shea*, [1987] HCA 39 au para 10 (Austl), juge Deane [O'Shea];

La réplique « *Sentence first, verdict afterwards* », formule composée de quatre mots seulement, est fascinante : elle ouvre à une multitude d'interprétations, en plus d'être l'instrument d'une pédagogie juridique. En effet, l'interprétation des propos de la Reine de cœur, initialement prononcés dans le cadre d'une procédure pénale, déborde largement son contexte d'énonciation. Tel que le souligne Umberto Eco : « production et consommation [d'une œuvre] peuvent être à l'origine de deux objets étrangers l'un à l'autre »⁹¹. C'est ainsi que la formule trouve application en matière d'injonction préliminaire⁹², de droit du travail⁹³, d'indépendance du décideur⁹⁴, d'appel⁹⁵, de détention préventive⁹⁶, de détermination de la peine⁹⁷, de sentence mandatoire⁹⁸,

R v Mathews, [2010] QCA 196 au para 6 (Austl) : « *The conduct of the proceeding on 1 June 2005 was grossly irregular. It resembled more of the topsy-turvy world of Lewis Carroll's Alice in Wonderland ("Sentence first—verdict afterwards") than a court of law in a democracy* »; *Ntsheno v S, Dlamini v S, Rampa v S*, [2009] ZAGPJHC 49 au para 4 (Afr du Sud), citant *S v Mofokeng and Another* (1999), 1 SACR 502 (W) : « *It is well known: perhaps because it begins with the famous quote from Lewis Carroll's Alice in Wonderland in which the Queen says "Sentence first—verdict afterwards" and then proceeds to pronounce "Off with her head" as the sentence for Alice.* »

91. Umberto Eco, *L'œuvre ouverte*, Paris, Seuil, 1965 à la p 11.

92. *Rossi Ventures, Inc v Pasquini*, 2012 WL 2503050 à la p 8 (Colo).

93. *In re James*, 806 NW (2d) 296 à la p 298 (É-U) : « *While "Sentence first—verdict afterwards" might satisfy the Queen of Hearts, I believe it is inappropriate to suspend respondent without pay when the underlying claims of misconduct are contested* »; *Vesna*, supra note 87 au para 25 : « *The Appellant had been denied due process. When the Queen says, "Sentence first; verdict afterwards", it is droll in Alice in Wonderland. It is not an acceptable approach to modern personnel management* ».

94. *Bizon*, supra note 37 au para 54 : « *L Carroll, Alice's Adventures in Wonderland 168 (1865) (The Queen was the victim of the alleged tart theft and pressed the King to side against the accused: "Sentence first—verdict afterwards")* ».

95. *R v Nguyen*, 2000 ABCA 113 au para 30 : « *If he is innocent, or even has a reasonable chance of acquittal on a retrial, then delaying his appeal ultimately means serving a sentence without any conviction. Not even Lewis Carroll's Red Queen advocated that.* »

96. *United States v Monsanto*, 852 F (2d) 1400 à la p 1411 (2^e Cir 1988); *Bank of Crete, SA v Kostotas*, 1988 WL 140877 à la p 2 (NY), citant *United States v Ojeda Rios*, 846 F (2d) 167 (2^e Cir 1988) : « *pre-trial forfeiture, especially when coupled with pre-trial detention [...] too closely resembles the Alice-in-Wonderland Queen's "Sentence first, verdict afterwards" mode of justice.* »

97. *United States v Frias*, 39 F (3d) 391 (2^e Cir 1994) [*Frias*] :
Thus, we hold that a person's sentence for crimes of which he has been convicted may be multiplied fourfold by taking into account conduct of which he has been acquitted. This is jurisprudence reminiscent of Alice in Wonderland. As the Queen of Hearts might say, "Acquittal first, sentence afterwards."

Étudiant les sentences criminelles, l'*Australian Law Reform Commission* cite le dialogue entre le roi, la reine et Alice, dans lequel la reine prononce sa fameuse réplique : Australian Law Reform Commission, *Sentencing of Federal Offenders*, [2005] ALRCIP 29 au para 11.66.

98. *R v Brady*, 1998 ABCA 7 au para 86.

d'incarcération⁹⁹ et de présomption d'innocence¹⁰⁰. La conception de la présomption d'innocence ne se limite pas au sens strict du terme, soit celle purement procédurale, rattachée au fardeau de preuve, dans une procédure pénale impliquant l'État contre un justiciable. La conception plus large s'applique aux questions posées aux témoins par la couronne :

We must decide on this appeal, among other issues, whether the cross-examination of defendant's character witnesses prejudiced his defense. Defendant believes that the prosecutor asked the defense witnesses questions that assumed his guilt of the crime charged. As a result of this, defendant claims he was denied a fair trial. We think, recollecting the trial of Galileo for heresy, the Salem witchcraft trials and the trial of the Knave of Hearts where an assumption of guilt was so strong it prompted the Queen to say "Sentence first—verdict afterwards," that to avoid these stains on the fabric of a fair trial, courts must diligently guard against this type of unjust questioning. Although in this case we find just such a question to have been asked and answered without harm to defendant, we reiterate our preference to avoid their use altogether¹⁰¹.

Il est stupéfiant que le procès imaginé par Lewis Carroll soit considéré au même titre que celui de Galilée ou de ceux des sorcières de Salem. La sagesse institutionnelle, fruit de l'expérience collective, peut donc résulter autant du procès fictif (par exemple : Marchand de Venise¹⁰², *Jarndyce v Jarndyce*¹⁰³, *Mr Bumble*¹⁰⁴, *Pickwick Papers*¹⁰⁵,

99. *Goebert v Lee County*, 510 F (3d) 1312 à la p 1323 (11^e Cir 2007) : «*If we allowed jails and prisons to play hide-and-seek with administrative remedies, they could keep all remedies under wraps until after a lawsuit is filed and then uncover them and proclaim that the remedies were available all along. The Queen would be proud*»; O'Shea, *supra* note 90 au para 10 :

To echo the rhetoric of Lord Atkin in Liversidge v Anderson (at p 245), I know of only one authority which supports such an approach to the right to be heard in relation to matters founding an effective decision that indefinite incarceration should be imposed or continued otherwise than as punishment for a specific proven offence. "No, no!" said the Queen. "Sentence first—verdict afterwards" (Alice in Wonderland, ch XII). I reject that approach.

Propos cité également dans O'Keefe, *supra* note 88.

100. Pemell, *supra* note 7; *People v Casillas*, 92 Ca App 4th 171.

101. *United States v Dambly*, 134 F (3d) 490 à la p 491 (2^e Cir 1998).

102. *Dulac v Nadeau*, [1953] 1 SCR 164 à la p 174 [Dulac].

103. *Société canadienne des postes c Alliance de la fonction publique du Canada*, 2008 CF 223 au para 257.

104. *Toronto (City of) v Canadian Union of Public Employees*, 2001 CanLII 24114, n 10 (ON CA).

105. *R v Edmonton*, 2013 ABCA 318 au para 28.

Salomon¹⁰⁶, Ponce Pilate¹⁰⁷) que du procès réel. Les exemples où le réel et l'imaginaire d'*Alice au pays des merveilles* se côtoient sont d'ailleurs nombreux :

*It all reminds me of the trial in Alice in Wonderland, with the Queen demanding that the accused be "Sentence[d] first—verdict afterwards." By the majority's measure, I guess the Sanhedrin gave Jesus Christ a fair trial. (I suggest, though, that if this prosecutor had been around 2,000 years ago, she might have had difficulty finding prior bad acts to admit before the Sanhedrin under Rule 404(b))*¹⁰⁸.

Des recherches ont été effectuées depuis cinq ans sur l'incursion de la culture (humour¹⁰⁹, musique¹¹⁰, peinture¹¹¹, cinéma¹¹², bande dessinée¹¹³, religion¹¹⁴, mythologie¹¹⁵, proverbe¹¹⁶, littérature¹¹⁷, poésie¹¹⁸

106. Dulac, *supra* note 102 à la p 174.

107. *Kindler c Canada (Ministre de la Justice)*, [1991] 2 RCS 779 (dissidence).

108. *State v Bowling*, 753 SE (2d) 27 à la p 65 (W Va 2013).

109. *Droit de la famille — 081245*, 2008 QCCS 2243 au para 110 (humoriste Yvon Deschamps).

110. *R c TBH*, [1998] YJ No 191 (QL) aux para 81–82 (Jacques Brel); *A c B*, 2010 QCCS 5024 au para 1 (Charles Aznavour); *Association provinciale des constructeurs d'habitation du Québec c Christidis*, [1989] RDI 722 à la p 727 (CA) : « Mais à part ça, madame la marquise, tout va très bien, tout va très bien ».

111. *Morell c Association des propriétaires du Lac à l'île*, 2015 QCCS 1453 au para 62 : « Looking at the map, these lots resemble a Picasso painting, during his most robust cubist period ».

112. *Young v Petres*, 2011 BCHRT 38 au para 4 (*Star Wars*).

113. *Grégoire c IF*, 2009 QCCQ 15481 au para 7 (Hulk); *Macara c 2845-4288 Québec Inc*, 2001 CanLII 10086 au para 17 (QC CS) (professeur Tournesol); *Énergie atomique du Canada Itée c Areva NP Canada Ltd*, 2009 CF 980 au para 28 (Homer Simpson).

114. *R c Bellefroid*, 2009 QCCS 4113 au para 34 : « De toute façon, l'accès à Montréal à partir de la Montérégie — et de partout — constitue une des dix plaies d'Égypte »; *Fox c DDH Aviation Inc*, 2003 CanLII 28696 au para 20 (QC CS) : « Ce n'est pas loin du miracle de la multiplication des pains que rapportent les Évangiles ».

115. *Schiller c Beaudouin*, 2002 CanLII 41941 au para 130 (QC CS) : « Le tribunal a l'impression que le demandeur a ouvert une boîte à surprises, mais contrairement à celle de Pandore, il n'y reste même pas l'Espérance ».

116. Vincent Caron, « L'expression populaire en tant qu'outil rhétorique des tribunaux canadiens » dans Manon Altwegg-Boussac, Antoine Basset et Guillaume Richard, dir, *Les usages de la tradition dans le droit. Actes de la journée d'études du Centre de théorie et analyse du droit (UMR 7074)*, Paris, Mare & Martin, 2016, 145.

117. *Purgal c R*, 2012 QCCS 5540 au para 30 (*Fifty Shades of Grey*); Vincent Caron, « Le récit enfantin : nouvel adage des temps modernes? » (2017) 58:1-2 C de D 311.

118. *Thomas c De La Boursodière*, 2002 CanLII 156 au para 21 (QC CQ) : « Les parfums, les couleurs et les sons se répondent » (Charles Baudelaire).

et théâtre¹¹⁹) dans le processus judiciaire. « *Sentence first, verdict afterwards* » est sans conteste l'expression ayant eu le plus grand impact sur la conception et l'administration de la justice en Amérique du Nord. Le succès de cette réplique tient en partie à son esthétisme. Tel que le souligne le doyen Cornu, « [l]e droit et la poésie entretiennent de puissants rapports »¹²⁰. Qualifiée de maxime par certains¹²¹, la réplique de la Reine de cœur possède effectivement plusieurs des caractéristiques relevées par le doyen Cornu : densité et style lapidaire. En effet, l'énoncé dit beaucoup de choses en peu de mots¹²². Pour ce faire, il y a double ellipse, celle de l'article et celle du verbe, et cette « ellipse imprime à l'idée une vitesse record »¹²³. Le style, reposant sur une construction binaire, est caractérisé par une formule rythmée provoquant ainsi le choc de l'image¹²⁴. La proposition est tellement choquante qu'elle heurte de plein fouet notre conception de la justice. C'est d'ailleurs ce qui fait la force de cette réplique, car elle expose avec fracas la marche à ne pas suivre, mettant ainsi en garde contre l'empressement, la précipitation et l'impétuosité¹²⁵. Par le fait même, cette réplique rappelle que le procédé ne doit pas être guidé par l'émotion, mais bien par la raison. Sans aucun doute, le style de l'énoncé relève de l'art et du génie de langage¹²⁶. Le choix du vocabulaire contribue également à élever l'énoncé au rang de maxime : « sentence », pouvant se traduire par *pœna*, est l'un des termes les plus populaires des adages¹²⁷. De même, la généralité et la hauteur de vue, qui établissent un précepte

119. Pour des références à William Shakespeare, voir notamment *R c Keegstra*, [1990] 3 RCS 697 à la p 860; *R c Rose*, [1998] 3 RCS 262 au para 18; *Dulac*, *supra* note 102 à la p 174; *R c Hamilton*, [2005] 2 RCS 432 au para 76; *R c Lucas*, [1998] 1 RCS 439 au para 95.

120. Cornu, *supra* note 48 à la p 393.

121. *Alberta (Provincial Treasurer) v Pocklington Foods Inc*, 1993 ABCA 69 au para 27 [*Pocklington*].

122. Cornu, *supra* note 48 aux pp 390–92.

123. *Ibid* à la p 391.

124. *Ibid* aux pp 393–401.

125. *Hanson v Wyatt*, 540 F (3d) 1187 (10^e Cir 2008) à la p 1213 : « *Fairness also dictates that the parties should be heard by some court at some point on the merits of their claims before those merits are adjudged and final judgment decreed: ours is not a system of sentences first, verdicts afterwards* »; *Justpoint Nominees (Pty) Ltd and Others v Sovereign Food Investments Ltd and Others (BNS Nominees (Pty) Ltd and Others Intervening)*, (878/16) [2016] ZAECPEHC 15 au para 6 (Afr du Sud) : « *to do things otherwise would be tantamount to adopting a "Sentence first—verdict afterwards" approach (taken from the words of the Red Queen in Alice in Wonderland by Lewis Carroll)* ».

126. Cornu, *supra* note 48 à la p 386.

127. *Ibid* à la p 392.

supérieur¹²⁸ et contribuent « à la marche du droit, à son progrès et à sa réalisation, par les idées et les valeurs »¹²⁹ exprimées, font de la réplique de la Reine de cœur une maxime d'équité, laquelle énonce une leçon intemporelle, essentielle et directive¹³⁰.

La réplique de la Reine de cœur répond également aux caractéristiques des maximes dégagées par Roland Barthes, tout d'abord, en raison de sa forme : sa symétrie¹³¹, son économie binaire¹³². Par ailleurs, « la structure de la maxime, pour formelle qu'elle soit, est elle-même habillée d'une forme subtile et étincelante, qui en fait l'éclat et le plaisir »¹³³ comme un spectacle surprenant¹³⁴. De plus, « la maxime est une proposition coupée du discours »¹³⁵, présentant une affinité particulière avec le vers¹³⁶. Quant au fond, la maxime présente souvent une pointe de méchanceté¹³⁷ et « éclaire l'être de certaines conduites »¹³⁸, en l'occurrence, céder à la fureur. Enfin, « [l]a maxime est un être *bifrons*, ici tragique, là bourgeois; en dépit de sa frappe austère, de son écriture cinglante et pure, elle est essentiellement un discours ambigu, situé à la frontière de deux mondes. Quels mondes? On peut dire : celui de la mort et celui du jeu »¹³⁹.

Enfin, la réplique de la Reine de cœur a tant marqué l'imaginaire judiciaire qu'elle a souvent inspiré des variantes : « *We might paraphrase the Red Queen to say autopsy first, diagnosis afterwards* »¹⁴⁰, « *acquittal first, sentence afterwards* »¹⁴¹, « *verdict first; evidence later* »¹⁴², « *judgment first,*

128. *Ibid* à la p 368.

129. *Ibid* à la p 371.

130. *Ibid* aux pp 383–84.

131. Roland Barthes, *Le degré zéro de l'écriture, suivi de Nouveaux essais critiques*, Paris, Seuil, 1972 à la p 74.

132. *Ibid*.

133. *Ibid* à la p 78.

134. *Ibid* à la p 80.

135. *Ibid* à la p 73.

136. *Ibid* à la p 74.

137. *Ibid* à la p 72.

138. *Ibid* à la p 76.

139. *Ibid* à la p 88.

140. *Pocklington*, *supra* note 121 au para 27.

141. *Frias*, *supra* note 97 à la p 393.

142. *Tennessee v King*, 2003 WL 21339273 au para 20 (Tenn Ct Crim App).

trial later»¹⁴³. Ainsi, un tribunal écossais écrit : « *It was the Queen of Hearts whose maxim was "Sentence first—verdict afterwards"; and a construction of rule 22.1 which might be summarised as "verdict first—trial afterwards" would appear equally to belong to the world of Lewis Carroll* »¹⁴⁴.

CONCLUSION

Les interactions entre le droit et la littérature sont parfois inattendues et surprenantes. À première vue anodines, ces interactions ont beaucoup à apporter à la compréhension des phénomènes juridiques. Selon Umberto Eco, « l'œuvre d'art est un *message* fondamentalement *ambigu*, une pluralité de signifiés qui coexistent en un seul signifiant »¹⁴⁵. Au chapitre de l'ambiguïté, l'œuvre de Lewis Carroll ne fait aucun doute. Quant au sens à y accorder, les juristes en font des lectures très variées¹⁴⁶ : « *Alice's world through the looking glass serves as an apt metaphor for thinking of transgovernmental networks in North America and specifically those networks that exist between Canada and the US* »¹⁴⁷. Il est surprenant de constater à quel point une œuvre non juridique a pu avoir une si grande incidence sur la culture juridique de différents pays. Compte tenu du succès judiciaire des romans *Les aventures d'Alice au pays des merveilles* et *De l'autre côté du miroir*, la lecture de l'œuvre de Lewis Carroll devrait-elle faire partie du *curriculum* du baccalauréat en droit? Après tout, ces romans enseignent de valables leçons intemporelles d'interprétation et de justice naturelle ayant trouvé écho au sein de la magistrature. On peut également se demander si les leçons de Lewis Carroll ne sont pas universelles dans la mesure où son œuvre résonne aussi dans la jurisprudence de

143. *Dynamics Corp of Am v CTS Corp*, 794 F (2d) 250 à la p 257 (7^e Cir 1986).

144. *Crocket v Tantallon Golf Club*, [2005] CSOH 37 au para 45.

145. Eco, *supra* note 91 à la p 9.

146. Siemann, *supra* note 5; Liston, *supra* note 5; Brandser, *supra* note 5; Jean-François Lévesque, « Traités de verre : réflexions sur l'interprétation » (2006) 19:1 RQDI 53 au para 1.

147. Kathryn Bryk Friedman, « Special Issue: International Law and Democratic Considerations Through the Looking Glass: Implications of Canada-United States Transgovernmental Networks for Democratic Theory, International Law, and the Future of North American Governance » (2009) 46:4 Alta L Rev 1081 à la p 1094.

la Nouvelle-Zélande¹⁴⁸, de l'Inde¹⁴⁹, du Sri Lanka¹⁵⁰, de Hong Kong¹⁵¹, des Samoa américaines¹⁵², des Philippines¹⁵³, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée¹⁵⁴ et des îles Fidji¹⁵⁵.

148. *Queenstown Central Ltd v March Construction Ltd*, [2016] NZHC 1884 au para 151; *Donaldson v Accident Compensation Corporation*, [2007] NZACC 128 au para 26; *Parlane & Wilson and Media-works Radio Ltd*, 2015-009 [2015] NZBSA 66 au para 30; *Astrazeneca AB*, [2006] NZIPOPAT 29, citant *The International Paint Company Ltd's Application*, [1982] RPC 247 à la p 275.

149. *Km Suman Upadhy v The Vice Chancellor, Vir Bahadur Singh Purvanchal University and others*, WRIT - A No 48834 of 1999 [2000] INUPHC 3 au para 19; *Uoi & Anr v AK Mehrotra*, CW 5779/2007 [2010] INDLHC 5262 au para 14: « *The way in which the Tribunal has dispensed justice seems to be a leaf out of Alice in Wonderland, where the queen had proclaimed decision first let hearing follow* ».

150. *Abeyratne v Marambe Kumarihamy*, NLR - 127 of 71 [1968] LKSC 11 à la p 131.

151. *Tsui Po Hing and another v Sk Kaken Co Ltd and another*, [2007] HKCFI 174 au para 131; *Hksar v Ewan Quayle Launder*, [2001] HKCA 52 au para 68.

152. *Vergara v American Samoa Government*, [2014] ASHC 25: « *Without a more adeptly pleaded complaint, the Court finds itself on an odyssey down the rabbit hole into a legal wonderland of nebulous causes of action* ».

153. *Allps Realty Corp v Jaunito Villarino*, [2005] PHCA 5304 à la p 5; *Agripino Demafles v Commission on Elections, Provincial Board of Antique, in its capacity as Board of Canvassers for the newly created Municipality of Sebaste of the Province of Antique, and Benito B Galido*, [1967] PHSC 647: « *If there is no meaning in it,* said the King in Alice in Wonderland, *that saves a world of trouble, you know, as we needn't try to find any.* »

154. *Acting Public Prosecutor v Aumane, Boku, Wapulae, and Kone*, [1980] PNGLR 510; *Queen v Dorope*, [1970] PGSC 25; *Erebebe v State*, [2013] PGSC 9.

155. *Trustees of the Republic of Fiji of the Methodist Church in Fiji v Vonu*, [2017] FJCA 12 au para 26; *Prasad v Singh*, [2002] FJHC 8.